

La liberté de la presse entravée lors du G7

27 août 2019



Les journalistes devront-ils désormais renoncer à couvrir certains événements ou s'habituer à ne pas pouvoir le faire normalement et en informer leurs concitoyens ? La question se pose, après la tenue du G7 à Biarritz ce week-end.

Ainsi, les journalistes accrédités -environ 2000- ont été canalisés et entravés dans l'exercice normal de leur profession. Certains ont été contraints au huis-clos, quand d'autres étaient traités en gêneurs, voire en suspects.

Contrôles abusifs, matériels de protection confisqués, vérifications très longues et humiliantes, cartes de presse internationales non reconnues... De très nombreux témoignages et preuves audiovisuelles confirment l'attitude déplorable des forces de sécurité à l'égard des journalistes. En toute impunité !

Ekhi Erremundeguy, journaliste professionnel au quotidien en langue basque Berria, raconte : « Il y a eu de fortes tensions autour des manifestations contre le G7 mais c'est la journée de samedi qui a été la pire, nous avons été nassés dans le quartier du Petit-Bayonne. Ce qui nous a empêché de couvrir des mobilisations de Gilets jaunes ». Ce confrère raconte qu'il a également été menacé par la brigade anti-criminalité, dans la nuit de samedi à dimanche, dans le Petit-Bayonne. « J'avais un casque presse. J'ai montré ma carte de presse. J'étais clairement identifiable. J'ai eu très peur ».

Un photographe de l'AFP s'est vu confisqué son matériel de protection (casque, masque à gaz), samedi matin, avant le début de la manifestation déclarée. Des journalistes de Radio Parleur ont également été bloqués à un rond-point à Bidart. Les incidents de ce type se sont multipliés.

Les journalistes étrangers n'ont, évidemment, jamais été confrontés à des problèmes de cette sorte. L'image de la France en est bien entachée.

Si des plaintes sont déposées, le SNJ, co-auteur du « Guide de défense des journalistes », se mettra aux côtés des plaignants.

La culture constitutionnelle de la liberté de la presse semble avoir disparu des esprits des autorités de ce pays. Pourtant, des femmes et hommes politiques, et pas des moindres, ont encore récemment fustigé les autorités russes et hongkongaises pour leur brutalité à l'encontre des manifestants et des journalistes. La cécité ne les frappe que pour leur patrie.

En ce jour du 230^e anniversaire de la « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen » adoptée le 26 août 1789, un constat terrible se dégage. L'article 11 proclamant « la libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux » n'est plus dans les esprits de l'exécutif français.

Le SNJ, première organisation de la profession, invite les responsables politiques à relire la Constitution française et à la mettre en pratique.

Paris, le 26 Août 2019

Lire aussi : Voir ce communiqué sur le site du SNJ

- Emplacement : ré-agir ensemble > Mobilisations et actualités > Actualités >
- Adresse de cet article :
<https://solidaires.org/La-liberte-de-la-presse-entravee-lors-du-G7>